

Un bon taux de réussite attendu

● **TERRORISME**

Trois gendarmes assassinés et un autre blessé près de Jijel

PAGE 3



Photo archives : Neupress

● **SANTÉ**

Le ministère relance le plan national de lutte contre le cancer

PAGE 7



Photo : Samir Sid

MOHAMMED HARBI AU *SOIR D'ALGÉRIE*:

«L'Algérie est un pays frustré d'une expérience nationale populaire»

PAGES 4 ET 5

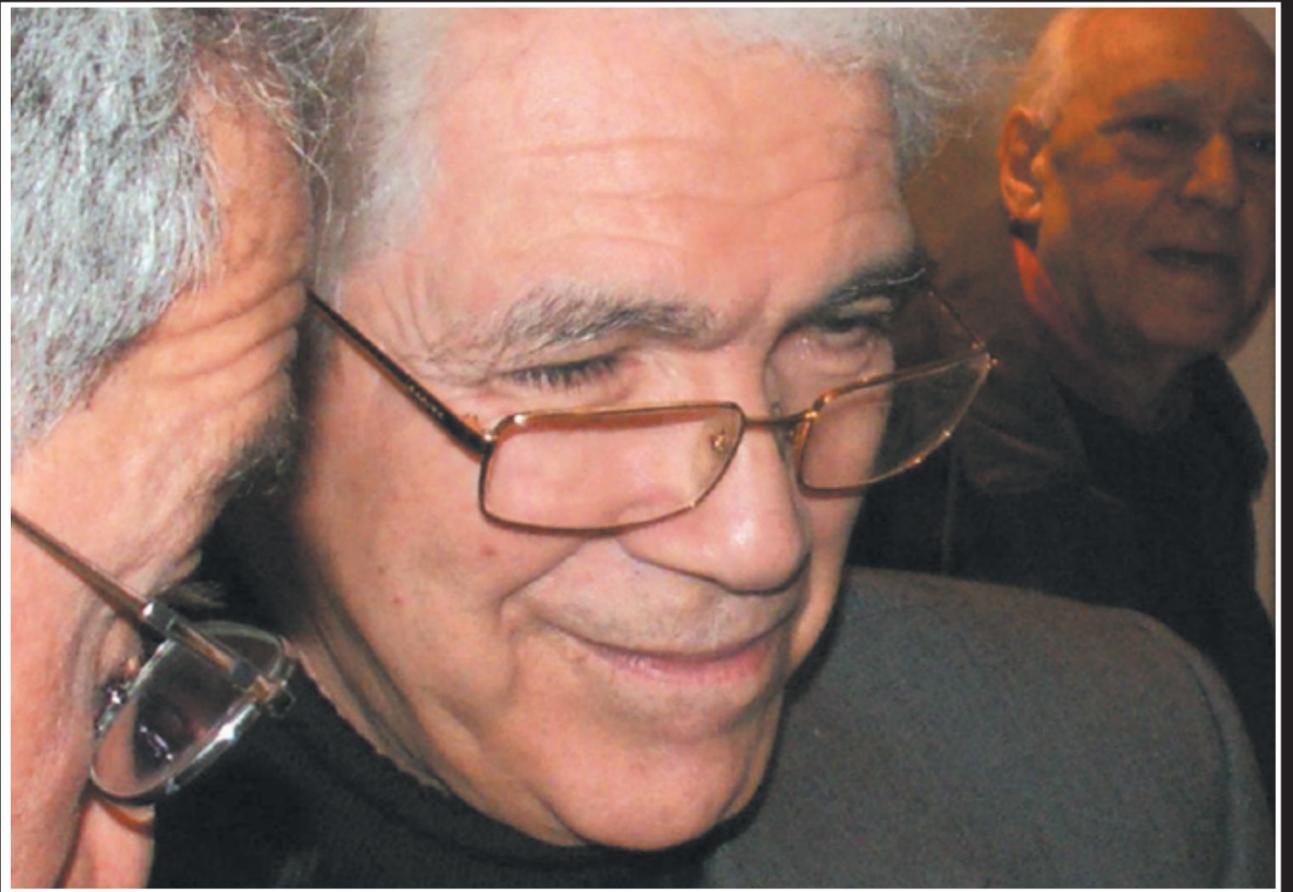


Photo : DR

RENAULT MASTER, COMPAGNON DE MÉTIER.



À partir de **1 864 000 DA*** soit une remise de **100 000 DA**.

www.renault.dz

RENAULT ENTREPRISES

(*) PRIX EN TTC SANS TAXE VÉHICULES NEUFS.

renault.entreprises@renault.com

HOTLINE RENAULT ENTREPRISES: 021 920 480



MOHAMMED HARBI AU

«L'Algérie est un pays frustré d'une

Les peuples qui ont mal à leur histoire, dont l'identité a été brouillée par les schématismes et les manichéismes d'inspiration idéologique, comme le nôtre, ont besoin des historiens. Pas de ceux qui n'ont d'historien que le titre et de savoir que les directives des pouvoirs politiques. Non ! Ceux-là sont pires que le mal !

Mais des historiens qui se sont fixé pour mission le sacerdoce de la vérité, soucieux de la trouver et de la transmettre, quoi qu'elle bouleverse, et quoi qu'elle coûte. Mohammed Harbi est de ceux-là. Il en est même un pionnier. Un défricheur. Aujourd'hui ses travaux sur l'histoire du mouvement national et celle du FLN font autorité dans le monde entier. Ils ont ouvert la voie à une approche plus froide, moins passionnelle, plus décomplexée, du fait nationaliste mais aussi à l'étude sereine autant que faire se peut de la colonisation et de la décolonisation. Il montre aux jeunes historiens comment on peut analyser le comportement des colonisateurs sans diaboliser quiconque et le combat des colonisés sans idéaliser personne. Chercher du sens, froidement, sereinement, philosophiquement, en toute situation, c'est le credo de l'historien conscient de l'importance de ses responsabilités éthiques et de la noblesse de sa démarche intellectuelle.

Quand il est arrivé, Mohammed Harbi a trouvé l'histoire dans un état quasi caricatural. Du côté algérien, celui qui nous intéresse d'abord, l'histoire du mouvement national se résumait à la glorification des actes libérateurs et à l'héroïsation facile des acteurs de la résistance dans une espèce d'épopée qui ressemble plus à un conte qu'à une histoire écrite par des hommes.

Le travail de Mohammed Harbi sur la déconstruction des mythes qui tenaient lieu d'histoire du FLN est comme une sécularisation d'un récit à dessein sacralisé, culminant dans la mystique. On sait que le fait d'histoire oint de légende acquiert comme une impalpabilité religieuse qui le rend commode pour l'usage manipulateur. Mohammed Harbi a été novateur dans ce travail de désacralisation. Il a commencé par dépouiller le récit national des guirlandes de l'imagination et de l'exaltation romantique pour lui faire recouvrir les traits et les contradictions des hommes happés par les circonstances du réel pour les

jeter dans la tourmente d'un combat décisif pour le destin de l'Algérie. Que ces hommes et ces femmes aient agi ou pas agi dans le contexte de libération nationale avec tout ce que leurs origines sociales, culturelles, régionales, mais aussi leurs intérêts leur permettaient et leur dictaient est une évidence qui ne saurait masquer l'uniformisation factice qu'on a voulu imprimer à l'histoire.

Mohammed Harbi a comme fermé, si j'ose la parabole, un musée du moudjahid où seraient exposés des faits de gloire divins, indiscutables, et des images d'hommes pétrifiées dans une sorte de sainteté impossible pour qui ferraille avec les assauts d'une révolution pour ouvrir un grand livre d'interrogations, rempli des chicanes empruntées par les parcours individuels et des comportements issus de déterminismes divers. Impossible, en un mot, d'avoir un front d'anges d'un côté et, en face, un autre de démons, toutes les causes ne se valent pas par ailleurs.

Son audace à démanteler les statues au pied d'argile pour planter à leur place les nécessités et les exigences des sciences sociales demandait de la transcendance. On imagine le travail sur soi qui lui fallut pour s'extraire de sa passion d'acteur au profit de sa conscience d'historien inaugurant une approche apaisée et décolonisée du mouvement dont il a fait partie et auquel il reste fidèle.

En effet, c'est par esprit de résistance que le jeune Mohammed Harbi conçoit d'entrée son immersion dans la lutte pour la libération nationale. Sa fidélité à l'esprit de la résistance, et pas n'importe laquelle, celle façonnée par une conscience politique de gauche, marque non seulement son itinéraire mais également sa réflexion et son travail d'historien qui le pousse, dans les pires des blocages, à chercher des issues révolutionnaires. Résistant, et de gauche, il a, en dépit ou à cause de cette appartenance revendiquée et assumée, toujours eu à cœur de privilégier la vérité.

Mohammed Harbi a adhéré au PPA à l'âge de 15 ans. Né le 16 juin 1933 à El-Harrouch (Skikda), il est tombé dans le nationalisme très jeune. Depuis, son parcours le mènera à diverses responsabilités au sein du FLN et du GPRA mais aussi en prison, en résidence surveillée puis en exil.

En 1954, il est secrétaire général de l'Association des étudiants nord-africains. En 1957, il est membre de la direction de la Fédération de France du FLN. En 1959-1960, il est directeur du cabinet civil du ministre des Forces armées. Ambassadeur en Guinée en 1961, il participe en mai de cette année-là en tant qu'expert aux premières négociations des accords d'Evian. De septembre 1961 à octobre 1962, Mohammed Harbi est secrétaire général au ministère des Affaires extérieures puis d'avril 1963 à 1965, conseiller spécial à la présidence de la République. Il dirigea l'hebdomadaire Révolution africaine de 1963 à 1964.

Il est arrêté pour cause de fondation, avec d'autres, de l'Organisation de la résistance populaire (ORP), opposée au coup d'Etat de Boumediène du 19 juin 1965. Détenu pendant cinq ans sans jugement, il va de prison en résidence surveillée.

En 1973, il est exilé en France et commence à publier des livres qui vont modifier progressivement l'angle d'appréhension de l'histoire du FLN et ouvrir des possibilités insoupçonnées aux jeunes chercheurs.

Mohammed Harbi est l'auteur de nombreux ouvrages dont les principaux sont : Aux origines du FLN. Le populisme révolutionnaire en Algérie (Christian Bourgois, 1975), Le FLN, mirage et réalités. Des origines à la prise de pouvoir (1945-1962), (Editions Jeune Afrique, Paris 1980 et Naqd-Enal Alger en 1983), Les archives de la Révolution algérienne (Editions Jeune Afrique, 1981), La guerre commence en Algérie (Editions Complexe Bruxelles, 1984), L'Algérie et son destin. Croyants ou citoyens (Arcantère, Paris, 1992). Il a publié un livre de mémoires politiques : Une vie debout (La découverte, 2001).

Ce qui frappe chez cet intellectuel et ce chercheur d'expérience, c'est sa simplicité et son écoute des autres. Il confirme qu'un des signes renversés de la grandeur, c'est l'humilité devant autrui, quel qu'il soit. Discuter avec lui est une leçon de méthode. Mohammed Harbi n'avance jamais rien s'il n'en détient pas des documents consultables.

A. M.

Interview réalisée par
Arezki Metref

Le Soir d'Algérie : Nous sommes le 5 juillet, anniversaire de l'Indépendance de l'Algérie. Celle-ci devait survenir le 3 et non le 5 juillet 1962. Qui a pris la décision du report de deux jours et pourquoi ?

Mohammed Harbi : Cette décision a émergé dans les conditions de la crise du FLN au cours de l'été 1962.

Rappelons le contexte en nous appuyant sur la chronologie des faits. Conformément aux accords d'Evian, le vote d'auto-détermination eut lieu le 1^{er} juillet.

Le président de la République française, le général de Gaulle, proclama le 3 juillet à 10h30 l'indépendance de l'Algérie pendant qu'à Alger le haut commissaire français Christian Fouchet transmettait ses pouvoirs à l'exécutif provisoire, seul organisme légalement reconnu par la France.

Ce même jour, c'est-à-dire le 3 juillet 1962, le GPRA, signataire des accords d'Evian, s'installe à Alger après avoir été accueilli par le colonel Mohand Oulhadj et le commandant Azzedine Zerari. Ben Bella et Khider ne sont pas rentrés avec leurs collègues du gouvernement et les chefs de la Wilaya IV n'étaient pas à l'aéroport pour recevoir le GPRA.

L'indépendance fut célébrée officiellement à Alger dans une atmosphère d'ivresse générale le 5 juillet et dura plusieurs jours. L'initiative revient au GPRA et à ses partisans.

Une cérémonie fut organisée à Sidi-Fredj, là où ont débarqué les troupes françaises. Le geste avait un caractère symbolique.

Pour l'historien soucieux de vérité, ni Ben Bella ni Khider

n'étaient à ce moment présents en Algérie. Le 5, Ben Bella était au Caire.

Il est rentré en Algérie dans la nuit du 10 juillet en passant par Maghnia avant de se rendre à Tlemcen. Son gouvernement, formé le 20 septembre, a consacré le 5 juillet fête officielle.

La décision initiale ne lui appartenait pas. Opposant au GPRA, il ne l'avait pas contestée comme cela a été le cas pour d'autres initiatives. Il a considéré, comme l'ensemble de la résistance à cette époque, que le choix de la date du 5 juillet rachetait l'honneur de l'Algérie terni par la capitulation du dey et de la caste ottomane qui gouvernait le pays.

La seule forme de patriotisme, voire de nationalisme que l'on observe, à l'exclusion de toutes les autres, c'est aussi la plus superficielle : une sorte de ferveur confinant à l'irrationnel autour de l'équipe nationale de football.

Quels sont les éléments qui ont contribué à dévaluer une certaine fierté d'appartenir «au pays des martyrs» ?

L'engouement pour l'équipe de football m'apparaît à la fois comme l'expression d'un attachement au territoire et un moyen de sortir de l'enfermement et de retrouver cette atmosphère de communion collective, avec cette spécificité algérienne, c'est que dans l'espace public, la société féminine en est massivement partie prenante.

Doit-on l'interpréter comme une dévaluation de la fierté d'appartenir au pays des martyrs ? Je n'en suis pas sûr.

L'engouement pour le football et ses affinités avec les chauvinismes nationaux est devenu



Mohamed Harbi.

malheureusement un phénomène universel.

Vous êtes le premier historien à avoir démythifié le FLN en étudiant ses contradictions et ses dérapages. Y-a-t-il une filiation inéluctable entre le FLN qui a conduit à l'indépendance de l'Algérie et le système qui sévit depuis l'indépendance avec des variantes humaines et parfois politiques plus ou moins notables ?

Une observation préliminaire sur la première phrase de ta

question. Mon travail est pétri de fidélité à la résistance et s'inscrit dans le débat qui se jouait au sein de la gauche révolutionnaire et dont l'objet est de rouvrir un avenir à la révolution.

C'est aussi une réaction contre les apologues qui masquaient l'émergence de nouveaux groupes sociaux, d'une lumpen bourgeoisie dont l'Etat est le producteur. La genèse de l'Etat algérien a, en gros, correspondu à ce que Gramsci qualifie dans ses travaux sur le Risorgimento de révolution passi-

ve, c'est-à-dire «une révolution conduite selon des modalités faisant obstacle à la formation d'une conscience populaire nationale, répandue et opérante». Dans cette problématique, les élites dirigeantes s'appuient sur le peuple mais sans que le peuple pèse sur les moyens et les objectifs du mouvement.

Cela dit, l'analyse de la trajectoire politique ne doit pas s'attacher exclusivement aux continuités comme on le fait trop souvent, hélas.

La mise en place du régime militaire s'est opérée au sein d'une société en pleine mutation, non pas figée dans ses cloisonnements mais traversée par des dynamiques riches et touchée par les dynamiques de la modernité. Les évolutions que nous connaissons n'étaient pas inéluctables. L'Algérie est un pays frustré d'une expérience nationale populaire. Le conflit avec la France a entraîné l'élimination ou la neutralisation de personnalités et de secteurs civils qui ont tenté de construire des espaces démocratiques dans les interstices laissés par le système colonial.

Des dirigeants du FLN ont essayé de construire des instances de représentation et de médiation entre la société et l'Etat en marche.

Les obstacles à leur entreprise ne sont pas seulement intérieurs, ils sont aussi extérieurs.

Cela ne nous empêche pas de chercher du côté des initiatives du FLN, de son recours après 1957 à des relations informelles aux dépens de l'institutionnalisation. C'est pourquoi la rupture au profit d'un monde plus moderne n'a pas pu se réaliser et qu'il y a eu retour de représentations et de pratiques de notre passé.

SOIR D'ALGÉRIE :**«expérience nationale populaire»**

Depuis une dizaine d'années en France comme en Algérie, il y a un aiguïsement de la guerre des mémoires autour de la colonisation et de la guerre d'indépendance. Ces polémiques sont-elles utiles et en quoi ? Pourquoi surgissent-elles 40 ans après les indépendances ?

La transformation des moyens de communication moderne a facilité l'intensification des flux d'informations, leur diffusion et leur captation par des Etats, des groupes politiques et des particuliers.

Les frontières du monde sont de moins en moins nationales. La singularité du judéocide avec toutes les revendications qui l'accompagnent est contestée. L'idée s'est imposée dans le Tiers-Monde principalement que toutes les victimes se valent et qu'elles méritent une égale attention et réparation.

Emergent alors les contentieux sur le passé colonial. Des conflits d'identification avec leur cortège : les usages politiques qu'on peut en faire dans les relations diplomatiques comme dans les enjeux politiques intérieurs.

La concurrence des victimes, la sélectivité de l'information, la guerre des mémoires, et j'en passe. Ces controverses sont-elles utiles ? Oui si elles ont pour finalité le rapprochement entre les peuples et la normalisation des rapports d'Etat à Etat. Non si leur objectif est de développer le chauvinisme pour masquer des contradictions internes et dresser dans ce but un peuple contre l'autre.

Personnellement, je pense que la situation coloniale n'a pas la simplicité que lui donnent les nationalistes chauvins des deux rives de la Méditerranée. La vision des rapports franco-algériens en blanc et noir évacue la complexité du phénomène colonial. Car les souffrances du peuple algérien et de la minorité de Français qui se sont rangés à ses côtés méritent mieux. N'avons-nous pas intérêt, au lieu de multiplier des discours qui nous masquent l'ennemi intime qu'il y a en nous, à jeter un regard froid sur la pensée décolonisée et à examiner avec courage les trois séquences de notre évolution, celles de la société précoloniale, de la société coloniale et de la société postcoloniale.

Le conflit entre historiens et politiques, avec à la clé l'indépendance de la recherche et une rupture entre histoire et politique, s'exacerbe. Sur quoi les historiens devraient-ils porter leurs efforts pour sortir de ces entraves ?

Tu poses une question d'actualité examinée d'une manière récurrente dans les congrès des historiens africains, confrontés au principe autoritaire dans leurs sociétés.

Le Camerounais Achille Mbembe, aujourd'hui professeur dans une université sud-africaine, leur a apporté une réponse que je fais mienne. «Il (l'Etat) prétend détenir la vérité au sujet de



La délégation du GPRA à la signature des accords d'Evian.

nommer le monde africain et son histoire, de le codifier, de découper l'espace, de l'unifier et de le diviser. L'Etat théologien, (...), c'est celui qui aspire explicitement à définir, pour les agents sociaux, la manière dont ils doivent se voir, s'interpréter et interpréter le monde.» Malgré tous les changements intervenus en Algérie, on en est toujours là. A quand donc le multipartisme ?

Quelle est la place des ouvrages écrits par des non-historiens (mémoires d'acteurs des événements, essais, romans inspirés de faits historiques, etc.) dans le récit sur le mouvement national et l'indépendance de l'Algérie ?

D'une manière générale, ces ouvrages ont un avantage, celui de rendre compte de tout l'éventail des itinéraires individuels tout en intégrant les témoignages des acteurs historiques qui ont servi de source aux travaux des historiens.

A leur lecture, on décèle un inconvénient : celui de diluer en un grand nombre d'itinéraires individuels tout ce spectre, sans que l'on puisse dégager de fil directeur dans ce foisonnement d'écrits, d'où la nécessité d'un recours aux sciences sociales pour esquisser une typologie, établir un classement, dater les faits, etc. d'où l'importance des archives.

Je trouve qu'on n'y accorde pas l'importance requise. Je me

souviens lors d'un séminaire à Oran, j'ai trouvé des chercheurs qui se réjouissaient de l'initiative prise par le défunt Ali Tounsi de détruire le fichier concernant des personnes sous prétexte que les renseignements qu'il contenait étaient calomnieux et mensongers. Je leur ai fait part de mon étonnement. Ce geste dont l'intention est sans doute louable créait un blanc dans l'étude de la construction de l'institution policière. Ils n'y avaient pas songé.

A quoi est due, aux yeux des jeunes, la délégitimation des combats de leurs aînés et le fait qu'en Algérie, l'histoire de la guerre de libération soit devenue davantage un «repoussoir» qu'une fierté, comme au Vietnam, par exemple ?

Je ne crois pas que le terme de repoussoir convienne pour caractériser le sentiment à l'égard de la résistance. Celle-ci a d'abord connu un processus de glorification mais au fur et à mesure que le passé s'éloigne, on assiste à un vacillement de la flamme chez les générations qui n'ont pas connu la colonisation et qui sont frappées par le cordon ombilical qui lie le pouvoir politique et les résistants bénéficiaires de privilèges.

Née d'un refus d'une domination étrangère, refus fondé sur l'honneur et l'éthique, la résistance est confondue dans ses somnolences avec une nouvelle domina-

tion, arbitraire, arrogante et frappée d'autisme, autant de traits qui rappellent le passé aussi bien précolonial que colonial. La confusion entre privilège, enrichissement et résistance concerne une minorité. Il serait injuste de l'étendre à l'ensemble de la résistance. Ce que les jeunes condamnent, c'est la continuité de la domination.

Comment devrait-on enseigner l'Histoire à l'école algérienne ? Qu'en est-il aujourd'hui ?

Je reviendrai longuement sur ce sujet un autre jour. Dans l'immédiat, il me semble urgent de repenser le «roman national». Sur quelle vision de l'histoire doit-il reposer ? Celle d'une Algérie, accomplie définitivement en 1830, ou celle d'une Algérie arabo-berbère riche de sa diversité culturelle et ouverte sur l'avenir.

Pour repenser cette histoire, il faut déconstruire les schémas interprétatifs élaborés dans les années 1930. L'introduction de la berbéricité dans la Constitution est une avancée incontestable. Il reste à en tirer toutes les conséquences pour donner sens à une Algérie aux racines multiples, berbères, arabes et africaines.

N'oublions pas nos compatriotes noirs et le racisme dont ils sont ici et là l'objet.

Quelles leçons l'historien que vous êtes peut-il tirer des

polémiques actuelles en Algérie sur l'histoire de la guerre de libération ?

Elles ne s'appuient pas sur une analyse sociologique sérieuse du principe autoritaire et de la personnalisation de la relation politique. Par ailleurs, loin d'être un bloc, la révolution fut vécue différemment selon les groupes humains et les individus.

Elle fut variée selon les régions qui réagirent selon leurs structures et leur singularité. On a souvent occulté ce fait attentatoire au jacobinisme national par crainte de la vulnérabilité du pays. Il y eut aussi des massacres inutiles liés aux contradictions sociales et idéologiques de la révolution anticoloniale et à sa tendance à résoudre les problèmes par la répression. N'oublions donc pas que la révolution fut aussi une maîtresse de violence. Le peuple y fit son éducation politique indépendamment de toute liberté d'opinion.

La référence au principe n'empêchait pas la non-observance de son exercice. Malgré ses fautes et ses limites, on ne peut oublier qu'elle se situe à nos origines. Une nouvelle vision du passé, plus respectueuse des contradictions individuelles, sociales et idéologiques, nous ouvrirait sans aucun doute un avenir. Cette révision est indispensable pour en finir avec les outrances de ses détracteurs en France surtout, en Algérie aussi.

A. M.